

Des mesures de modernisation sont prises par le gouvernement :

- Favoriser certains secteurs pour provoquer un assainissement des structures économiques. Ainsi en 56, 80 000 petits commerces disparaissent au profit de 4 000 grands magasins (monoprix ...).
- Une politique financière et fiscale draine 80% des investissements vers le rééquipement des industries de base.
- Des grands travaux (Donzère-Mondragon, Marcoule, ...) assurent des débouchés à l'industrie et permettent d'abaisser le prix de l'énergie.
- L'agriculture est modernisée : le parc de tracteurs passe de 70 000 en 48 à 530 000 en 57 .

Mais ces tentatives de modernisation se heurtent aux vieilles structures :

- Il n'y a pas d'industrie de transformation capable de soutenir les innovations technologiques des industries de base
- De nombreux secteurs agricoles restent attachés à des méthodes rétrogrades: betteraviers, alcooliers, ...

C'est surtout au parlement que les oppositions sont vives: la petite et moyenne bourgeoisie menacée par le développement du grand capital (concentration, liquidation des petites et moyennes entreprises ...) y a trop de poids.

Une première tentative est faite en 54 de manière à ce que les mesures de modernisation soient adoptées en passant par dessus les assemblées: Mandès France a voulu faire appel à l'opinion publique. Mais la perspective d'une mobilisation des masses, même sur des thèmes parfaitement mystificateurs, faisait peur à la grande bourgeoisie.

#### Le gaullisme

De plus en plus le grand capital a besoin d'un état pour le servir (crédits, dégrèvements d'impôts, assurer ses investissements ...); d'un "état fort" pour lutter contre les survivances du passé. Il n'y a en fait qu'une solution: l'homme providentiel "aimé" du peuple. Ainsi le gaullisme apparaît à la suite d'un coup d'état, il met en place une dictature bureaucratique-militaire, réduisant le rôle du parlement, crée des commissions spécialisées qui pratiquent le secret...

La politique économique du gaullisme a au début le style des précédentes:

- Dévaluation en 58: permet d'accroître les exportations, de stabiliser la monnaie
- Pressions sur les salariés: licenciements, augmentation de la durée du travail, mesures de contrôle sur la Sécurité Sociale
- le rapatriement des capitaux algériens relance les investissements; les marges d'autofinancement sont reconstruites.